MEDECINS SANS FRONTIERES

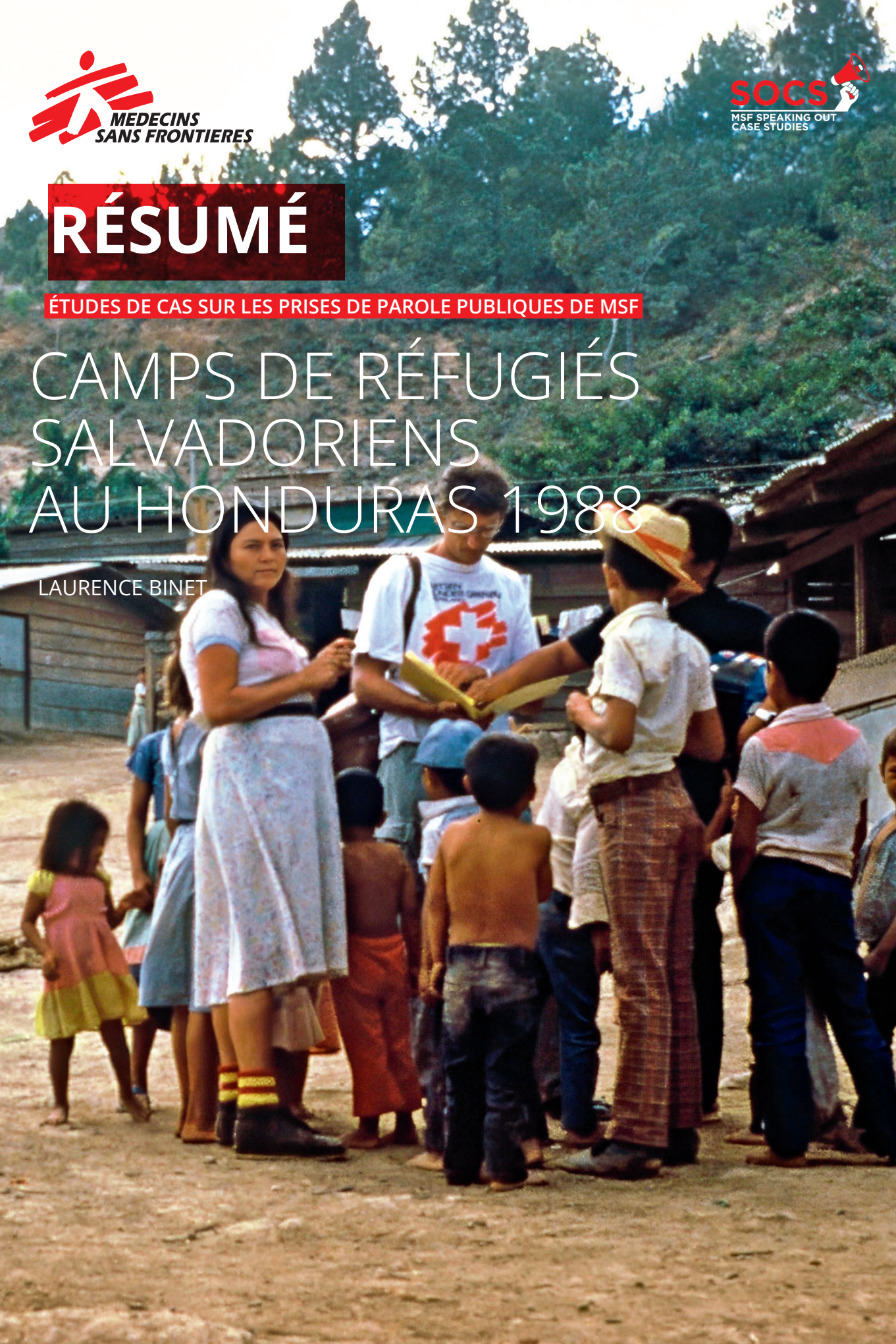
SOCS
MSF SPEAKING OUT CASE STUDIES

RÉSUMÉ

ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

CAMPS DE RÉFUGIÉS SALVADORIENS AU HONDURAS 1988

LAURENCE BINET



Le résumé décrit le contexte ainsi que la forme et la teneur [DS2.1]des prises de parole publiques de MSF et les principaux dilemmes auxquels elles essayaient de répondre.

Il s'inscrit dans le cadre d'une publication plus détaillée qui reconstitue les événements à partir d'extraits de documents issus des archives de MSF ou de la couverture médiatique de l'époque, ainsi que d'entretiens avec le personnel de MSF.

Vous pouvez télécharger la publication complète sur notre site :
https://www.msf.org/fr/speakingout/etudes-de-cas-sur-les-prises-de-parole-publiques-de-msf

Les études de cas sur les prises de parole publiques (Speaking Out Case Studies - SOCS) de MSF sont développées sous la responsabilité de MSF International. L'ensemble des études est disponible en accès libre, en anglais et en français.

RÉSUMÉ

Pays très densément peuplé d'Amérique centrale, dont les richesses et surtout les terres sont concentrées entre les mains d'une oligarchie, El Salvador voit naître dans les années 70 des mouvements populaires qui réclament des réformes. Face à la réponse répressive d'un gouvernement ultra-conservateur, soutenu par des groupes paramilitaires, ces organisations populaires s'engagent dans la lutte armée et se rassemblent dans le Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FMLN). Au début des années 80, alors que la guerre civile ravage le pays, des milliers de Salvadoriens fuient vers le Honduras voisin, où ils s'installent dans des camps, près de la frontière.

Dès leur arrivée, des équipes de Médecins Sans Frontières leur portent assistance. Plutôt sympathisants de la cause de la guérilla salvadorienne, en lutte contre une dictature, les équipes MSF font également office de « sentinelles des Droits de l'homme » dans les camps soumis aux incursions violentes des armées salvadorienne et hondurienne.

Mais à travers les Comités chargés d'organiser la vie des réfugiés, la guérilla étend une emprise de plus en plus forte sur les camps, considérés comme une vitrine idéologique et une base arrière dont la population doit être tout entière dévouée à la cause.

En 1987, sous l'égide du groupe de Contadora, regroupant plusieurs Etats latino-américains, la guérilla et le gouvernement salvadorien signent les accords d'Esquipulas, qui prévoient un cessez le feu, une commission de réconciliation et des procédures d'amnistie et d'élections. Mais la fraction dure de la guérilla considère les perspectives de retour des réfugiés au Salvador ouvertes par ces accords comme un compromis, qui pourrait l'empêcher de gagner la guerre. Dès lors l'emprise des comités sur les camps se renforce.

Les équipes de Médecins Sans Frontières refusent de répondre à leurs exigences démesurées, telles que la distribution de médicaments aussi inutiles que dangereux par du personnel insuffisamment formé. Ils assistent également à des manifestations de violence contre les réfugiés souhaitant rentrer au Salvador et à des exactions, relevant parfois du sacrifice humain, destinées à montrer au monde les souffrances du peuple salvadorien.

Le bras de fer qui oppose MSF aux Comités à l'été 1988, aboutit au retrait de ses équipes de tous les camps de réfugiés du Honduras à la fin de l'année 1988.

De leur côté, les Comités affirment avoir obtenu le renvoi de l'organisation pour incompétence et insensibilité au sort des réfugiés.

Malgré la volontaire discrétion de Médecins Sans Frontières, qui refuse de mettre en danger les réfugiés en dévoilant la présence de la guérilla dans les camps, les véritables raisons de son départ sont finalement exposées et commentées dans la presse régionale et internationale.

Lors des débats internes qui précèdent son retrait, Médecins Sans Frontières doit successivement trancher les dilemmes suivants :

- Faut-il que MSF, pour pouvoir continuer à assister une population victime d'une dictature accepte que son aide serve à renforcer l'emprise totalitaire de la guérilla qui encadre cette population ?
- Ayant décidé de se retirer au nom de principes, est-il acceptable que MSF expose ces principes publiquement au risque de mettre en danger la population du camp en révélant la présence de la guérilla ?
- A l'inverse, le fait de garder le silence, n'enlève-il pas tout sens et tout impact à son retrait ?

Pour citer ce contenu :
Laurence Binet, « Camps des réfugiés salvadoriens au Honduras 1988 », Études de cas sur les prises de parole publiques de MSF, octobre 2003, URL: https://www.msf.org/fr/speakingout/msf-et-les-camps-de-réfugiés-salvadoriens-au-honduras-1988



Extrait des archives de MSF ou d'articles de presse.



Extrait d'entretiens avec des acteurs et/ou témoins des événements.



Retrouvez la vidéo en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.

Merci pour votre lecture.

Si vous souhaitez en savoir plus sur ces événements, nous vous invitons à consulter le site du projet SOCS, où vous trouverez

- l'étude complète ;
- des cartes indiquant les lieux où MSF est intervenu ;
- une chronologie détaillée ;
- des vidéos de MSF et des extraits de documents de l'époque.

Certaines études ont également été adaptées sous forme de podcasts et font l'objet de cours en ligne.

Retrouvez l'ensemble des études de cas sur
les prises de parole publiques de MSF ici :
https://www.msf.org/fr/speakingout/etudes-de-cas-sur-les-prises-de-parole-publiques-de-msf